ANNABA

Le siège de l'APC d'El-Bouni saccagé

Des centaines de jeunes sans emploi ont saccagé, dans la matinée d'hier, le siège de la commune d'El-Bouni, dans la wilaya de Annaba, pour protester contre la mauvaise gestion des inscriptions dans les listes du dispositif d'aide à l'insertion sociale (DAIS).

Deuxième commune grâce à son étendue et à sa démographie, après celle du chef-lieu de wilaya, El-Bouni englobe les poches de pauvreté les plus importantes de la wilaya, à l'exemple de Sidi-Salem, Boukhadra, Bouzaâroura, Oued Nil et Sarouel.

Le nombre de chômeurs sans qualification dans cette commune est de loin le plus important de la wilaya. Sans prendre en considération cette réalité, les responsables de la commune, au lieu de convoquer les intéressés à cette inscription par quartiers, à travers un calendrier bien établi sur cinq ou six jours pour pouvoir traiter ainsi dans le calme les demandes, ont procédé à une mesure pour le moins irréfléchie. Ils ont tout bonnement fixé une seule date, la journée d'hier, pour tous les jeunes de la commune. C'est ce qui a créé une situation d'une anarchie indescriptible devant le siège de la commune.

Les centaines de jeunes qui attendaient l'ouverture des bureaux depuis le début de la matinée commençaient à s'énerver. Et dès l'ouverture des bureaux, course et les bousculades ont caractérisé les premiers à s'inscrire sur les listes. Dans ce tumulte et devant la nonchalance des préposés à la prise en charge de leurs demandes, les jeunes se sont attaqués au mobilier (bureaux, chaises et armoires), brisant aussi plusieurs vitres des locaux, avant d'être évacués par les forces de l'ordre. Si l'on ne dénombre aucun blessé dans cette protesta, les dégâts matériels, eux sont importants.

Par leur mauvaise gestion et prise en charge d'un problème aussi crucial que celui de l'emploi des jeunes, les responsables concernés ont été à l'origine d'une situation déplorable. Ils auraient pu s'inspirer pour mieux gérer cette journée, du pôle installé depuis une dizaine de jours par le chef de l'exécutif de Annaba au niveau de la tabacoop et qui a englobé les différents services de la Direction de l'action sociale, de l'emploi et autres.

Photo : DR

Ce pôle s'est acquitté honnêtement et dans le calme de son devoir en établissant plus de 7 000 orientations de jeunes pour des signatures de contrat de travail dont quelque 680 emplois permanents dans des entreprises étatiques et privées. A partir d'hier, des jeunes commenceront à se présenter aux lieux de leur affectation pour entamer effectivement leur travail.

A. Bouacha

ILS ONT ENVAHI LE SIÈGE DE LA WILAYA DE BOUMERDÈS

Les chômeurs réclament une part de la rente, les gardes communaux s'inquiètent de leur avenir

Plusieurs centaines de chômeurs, venant de Bordj-Menaïel, ont envahi, hier, le siège de la wilaya de Boumerdès.

C'est la seconde fois, en l'espace de quinze jours, que ces jeunes viennent en nombre pour observer un sit-in devant le siège de la Wilaya. Mais cette fois-ci, ils ont réussi à franchir le portail de la cité administrative et assiéger la direction de l'emploi. Ils exigent des responsables des diverses administrations la concrétisation de la promesse qui leur a été faite au sujet de contrats de travail portant sur 12 000 dinars/mois pour des travaux d'utilité publique. Cela étant, les jeunes ont une appréciation différente sur cette proposition. Aucune ambiguïté ne subsiste, en effet, chez ces derniers avec qui nous avions discuté : il s'agit bel et bien d'une allocation pour les chômeurs.

A rappeler que les jeunes de Bordj-Menaïel ont été les plus virulents lors des émeutes de janvier. En outre, ils sont revenus par la suite plusieurs fois à la charge pour déclencher de violentes manifestations de rue.

A leur arrivée, hier, au niveau de la Wilaya, les chômeurs de Bordj-Menaïel ont provoqué des chahuts, exigeant la présence de responsables.

En fin d'après-midi, le directeur de l'emploi était toujours en train de discuter avec ses fougueux visiteurs, en présence de nombreux policiers dépêchés sur les lieux sans arme ni autres instruments habituels de répression.

De leur côté, les gardes communaux de la Wilaya ont également envahi le siège de leur direction qui se trouve par un fait de hasard juste en face de celle de l'emploi.

Ces derniers sont inquiets de leur avenir. C'est pourquoi, ils demandent aux responsables des différentes structures des clarifications quant à leur futur statut.

Abachi L.

CRÉATION D'EMPLOIS

Campagne pour expliquer les formules

Difficile d'échapper aux explications répétées des différents responsables qui multiplient les sorties médiatiques pour disséquer les formules destinées aux personnes à la recherche d'un emploi.

Hier, c'était au tour du directeur de l'emploi au sein du ministère du Travail. Il était sur les ondes de la Chaîne III pour revenir sur les récentes décisions prises en Conseil du gouvernement en faveur des demandeurs d'emploi et des personnes désireuses de créer des micro-entreprises. Saïd Annan a évoqué dans un premier temps les nouvelles mesures prises en direction des personnes qui sollicitent l'Ansej et la Cnac pour monter un projet. Ces dernières ne payeront plus le même apport initial qu'avant. Il est en effet passé de 5% à 1% pour les projets ne dépassant pas les 5 millions de dinars et de 10 à 2% pour les projets se situant entre 5 et 10 millions de dinars. Les jeunes promoteurs profiteront désormais d'un nouveau crédit sans intérêt d'un montant de 500 000 DA pour couvrir les frais de location. Un montant pouvant aller jusqu'à 1 million de dinars pour les cabinets groupés formés par des jeunes universitaires (avocats, médecins…). Il est également prévu de mettre les jeunes promoteurs à l'abri de la pression fiscale pour une durée de trois années et de différer le remboursement qui peut être étalé sur huit ans et que les commandes publiques prennent désormais en compte les jeunes promoteurs.

Le directeur de l'emploi a tenu à rassurer que ces nouvelles mesures entreront en vigueur «tout de suite», puisque, dit-il, les décrets d'application ont déjà été élaborés par le département de Tayeb Louh.

L'invité de la radio nationale a affirmé hier que rien ne justifiait la frilosité des banques et que le taux de mortalité des micro-entreprises en Algérie était faible. Il a même révélé que 4 000 petites entreprises ont réussi l'exploit de devenir exportatrices et que seules 20% d'entre elles avaient des difficultés à rembourser les banques. Avec ces facilités, Annan prévoit la création de 500 000 postes grâce à la micro-entreprise et pas moins de 35 000 emplois salariés. Il confirme que le taux de chômage est de 10% et que pour le contester, les parties incrédules doivent pouvoir prouver ce qu'elles avancent avec des méthodes scientifiques.

N. I.

ILS SE SONT RASSEMBLÉS HIER DEVANT LA WILAYA DE TIZI-OUZOU

Les gardes communaux crient leur désarroi

Le mouvement de contestation qui secoue Tizi-Ouzou, depuis un peu plus d'un mois maintenant, est en train de connaître des proportions qui doivent donner du souci aux autorités de la wilaya, tant les «fronts» ne cessent de se multiplier.

Après les étudiants, ceux du pôle de Tamda notamment, les enseignants puis les jeunes employés dans le cadre du dispositif du pré-emploi, sans oublier d'autres secteurs, hier, c'était au tour des gardes communaux de se rassembler à l'entrée de la cité administrative pour un premier mouvement, monté à la hâte, selon un de leurs porte-parole.

Ils étaient en effet quelques centaines à venir tâter le pouls des autorités de la wilaya sur leur disponibilité à prendre en considération leurs doléances qu'ils n'ont eu de cesse de porter à la connaissance de leur hiérachie depuis un certain temps déjà. Pour une première sortie, hier donc, en attendant le rassemblement, de mercredi prochain, qu'ils promettent autrement plus impressionnant, les gardes communaux disent être porteurs de doléances de leurs collègues des 72 détachements disséminés à travers la wilaya de Tizi-Ouzou, où comme on le sait, ils ne semblent pas les moins sollicités par rapport aux autres détachements du pays, ceci, compte tenu de la situation sécuritaire qui y prévaut au niveau de cette même wilaya.

Ainsi, ils sont près de 2 500 auxiliaires des services de sécurité à souffrir de conditions de travail et sociales peu enviables, disent-ils. Les salaires et les retards dans leur versement, le volume horaire, le statut et la suite de leur «carrière» ainsi que la situation alarmante des ayants droit de leurs dizaines de collègues victimes du devoir, sont autant de doléances qui suscitent chez ces gardes communaux une colère, contenue depuis longtemps, dont sont au courant leurs responsables hiérarchiques et les autorités, autant à l'échelle locale que nationale.

M. Azedine

PÔLE UNIVERSITAIRE DE TAMDA

Les étudiants réclament la sécurisation des lieux

Pour la deuxième fois en quinze jours, les étudiants du pôle universitaire de Tamda sont descendus dans la rue pour réclamer la sécurité au sein et autour des cités de résidence et du campus.

Les étudiants se sont, encore une fois, regroupés devant le siège de la wilaya pour réitérer leurs doléances aux autorités qui avaient été interpellées sur la multiplication des actes de violence autour et au sein même des campus et des résidences universitaires. Une décision d'installer un barrage fixe de la police aurait été prise pour la sécurisation des lieux.

Selon le wali, qui a donné cette information lors de la journée thématique sur l'université, il s'agit d'une mesure préventive et d'urgence avant la construction d'une Sûreté urbaine à Tamda, comme promis à la délégation d'étudiants suite à leur protestation d'il y a quelques jours. Visiblement, la promesse des autorités tarde à se traduire sur le terrain et les délinquants continuent à sévir, au grand désarroi des étudiants. Rappelons que le phénomène de l'insécurité et de la violence à l'Université a été longuement évoqué lors de la journée d'étude organisée la semaine dernière par le wali.

De nombreux sujets traitant de l'actualité de l'Université de Tizi-Ouzou et relatifs, entre autres, à la pédagogie, à la formation et à la recherche, ont été abordés par les élus et les invités de l'Assemblée populaire de wilaya.

S. A. M.